

L'argent des conducteurs, pactole pour l'État

La Ligue de Défense des Conducteurs a mené [l'enquête sur l'utilisation de l'argent issu de la répression routière](#). Bilan : l'argent des conducteurs est toujours détourné par l'État pour financer des politiques publiques sans aucun lien avec la sécurité des usagers de la route.



RÉPRESSION ROUTIÈRE :

2016 : L'ARGENT DES CONDUCTEURS, PACTOLE POUR L'ÉTAT

Cette [étude](#) qui se penche sur les lois de finances et les comptes d'affectation spéciale démontre que l'argent de la répression routière ne contribue pas à l'amélioration des conditions de circulation. Après 1,67 milliard d'euros en 2015, les recettes pour 2016 devraient représenter 1,68 milliard d'euros.

Pourtant plus des 2/3 des recettes liées à la répression sont affectées à des politiques publiques qui sont complètement étrangères à la sécurité des conducteurs.

Les usagers de la route participent ainsi au désendettement de l'État, financent les transports en commun ou les collectivités locales et alimentent le budget général de la République. Les radars sont un impôt déguisé qui pèse exclusivement sur les conducteurs.

Face à des infrastructures de transport routier en mauvais état et au peu d'investissement dans la formation et la prévention, les conducteurs sont doublement victimes d'une politique de sécurité routière qui vise uniquement à faire du chiffre au détriment de la sécurité.

[Pour accéder à l'étude complète : cliquez ici](#)